

Outre-terre

Revue française de géopolitique

Où va la France ?

N° 3

OGRE

éerès

France-Allemagne : dilemme du couple ou aporie de la construction européenne

Ludwig Watzal

Depuis l'écroulement du bloc de l'Est, c'est la crise permanente dans les relations franco-allemandes. Il n'y eut un temps que les chansonnettes du chancelier Helmut Kohl sur l'Europe pour couvrir superficiellement ces dissonances. D'autant que les intérêts des deux États ont toujours grandement divergé. Avec les transformations de 1989-1991, on assiste, qui plus est, à une renaissance de la nation en pensée et en action. Acteur dominant, l'État-nation qu'on donnait pour mort, mais qui se présente comme encore plus vivant à partir du 11 septembre 2001, puisque les États-Unis et la Grande-Bretagne ont réagi en fonction de leurs intérêts bien compris à l'événement en bombardant l'Afghanistan jusqu'à ce que le régime moyenâgeux des Taliban et al-Qaïda se soient dissous à la satisfaction de tous. Par contre, on a pu mesurer l'incapacité à agir et l'impuissance d'institutions telles l'Union européenne et l'ONU à la panique et aux divisions qui en marquèrent les réactions. Ces dernières ne sont plus que façade légitimatrice de l'hégémonie américaine et la PESC, la Politique étrangère et de sécurité communes, n'existe que sur le papier.

Ce sont, après le 11 septembre, les États-Unis qui fixent le calendrier du monde et par là de l'UE. Les Américains ont vécu l'événement comme un choc, mais aussi par sursaut religieux. Le président Bush fait en sorte que la puissance américaine, connotée de fondamentalisme religieux, obtienne des avantages géostratégiques durables. Objectif prioritaire des États-Unis : la paralysie sur le long terme de l'Europe. Il ne faut pas, pense-t-on à Washington, qu'un quelconque État-nation européen puisse redevenir un contre-pouvoir sérieux aux États-Unis.

Il serait d'autant plus nécessaire que les Européens retrouvent une position et une stratégie unitaire pour résister aux projets militaires américains et ne pas suivre les États-Unis dans leur aventure. Or, à part la France qui s'est opposée la première aux prétentions américaines à l'hégémonie depuis le 11 septembre, tous les autres Européens restent les fidèles alliés de la puissance américaine, en particulier les Britanniques qui font par tradition tout ce que réclame Washington. L'Allemagne s'est débarrassée provisoirement de son uniforme d'élève modèle : elle continue à soutenir « sans restrictions » la soi-disant « guerre au terrorisme » des États-Unis, mais pas l'aventure militaire contre l'Irak ou autres États arabes ; une position en soi légitime, mais non sans problèmes pour les relations germano-américaines, du moment où les « interventionistes » qui veulent faire campagne *y compris* sans les alliés ont pris le pouvoir à Washington.

Il ne saurait être question, dans l'Union européenne, d'une position commune. Le chancelier Gerhard Schröder plaide pour une « voie allemande », sans savoir probablement lui-même à quoi celle-ci devrait ressembler ; espérons qu'il ne s'agira pas à nouveau du *Sonderweg*, d'une réinscription dans un parcours historiquement spécifique de l'Allemagne. Tony Blair est seul prêt à payer le prix du sang et à attaquer l'Irak contre l'avis d'une majorité de ses compatriotes et même de son parti, le Labour travailliste. Jacques Chirac flottant quelque part entre les deux ; mais la France ne soutiendra pas une action américaine unilatérale, sans mandat onusien. Consultations franco-allemandes à Hanovre le 7 septembre : on s'est tout au plus mis d'accord contre toute démarche unilatérale sans que la « voie allemande » s'élargisse à l'Europe, Schröder n'obtenant pas de Chirac qu'il passe de son côté et à sortir de l'isolement que voulait constater la veille – inacceptable ingérence dans les affaires intérieures de l'Allemagne – l'ambassadeur us dans la *Frankfurter Rundschau*. Quant aux autres gouvernements européens, ils ne savent pas trop quelle attitude adopter, si l'on fait exception de Silvio Berlusconi et de sa rhétorique pro-américaine et islamophobe.

La France a toujours voulu modeler l'Europe, aussi loin que possible, à son image. Tant qu'à la faire, autant qu'elle soit française. Voilà qui ne fonctionne plus sans frictions depuis la réunification, car l'Allemagne réunifiée tente de poursuivre une politique autonome qui entre souvent en collision avec celle de son voisin occidental. D'ailleurs, la France s'est retrouvée marginalisée, et pas seulement au plan géographique, par le rééquilibrage du continent. L'ex-président Mitterrand aura été le dernier à réussir une grande avancée dans l'intégration « européenne » en extorquant à Kohl, fou d'Europe, l'euro et la fin de la Bundesbank, alors que ce dernier ne voulait pas d'une intégration économique sans intégration politique. Cette introduction de l'euro et l'affaiblissement de

l'Allemagne, son corollaire, furent le dernier résultat obtenu en matière de construction européenne. Depuis, rien, en Europe, ne va plus.

Les sommets sont pour tous une croix à porter et ressemblent fort, comme on put s'en apercevoir à Nice en décembre 2000, à un marchandage de tapis, quand le président Chirac fait une grotesque montagne de problèmes minuscules tels le nombre des sièges allemands au conseil et au parlement européen. Voilà qui démontre les ressentiments de la France à l'égard de l'Allemagne ! S'il est un sommet où fut pratiquée une politique d'intérêts nationaux, c'est bien celui de Nice. L'arrivée au pouvoir de la coalition rouge-verte en 1998 n'a rien changé aux déterminants de la politique étrangère de l'Allemagne : poursuite de la construction européenne, promotion du partenariat transatlantique et prévention des conflits par le développement des droits de l'Homme et la croissance économique. Mais à partir de 1990, cette politique est devenue plus « américaine ». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, malgré une continuité apparente du côté allemand et des déclarations réciproques qui vont en sens inverse, les relations franco-allemandes ne sont pas au beau fixe. Soucis et réserves, du côté français, ne manquent donc pas de fondement.

Les méandres de la diplomatie française échappent très largement à Schröder et à son ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer. Ils leur préfèrent les pragmatiques Britanniques et Américains. Fischer ne collait-il pas en son temps aux jupes de Madame Albright ? Même à mettre en garde contre la guerre à l'Irak, il demeure encore aujourd'hui, et pas seulement rhétoriquement, un partisan de la « guerre au terrorisme » de Bush. Bien que socialiste lui aussi, l'ex-premier ministre Lionel Jospin apparaissait aux deux hommes comme venu d'un autre monde ; et justement son socialisme leur semblait dépassé, pas amusant comme celui de Tony Blair. Quant au président Chirac, ils le trouvent trop nationaliste. Les discours respectifs de Fischer à l'université Humboldt et celui de Chirac devant le Bundestag n'ont fait que badigeonner superficiellement les dissonances en matière européenne. Quant aux ambitieux projets de fédération européenne forgés par Fischer, l'ex-ministre des Affaires étrangères Védrine les jugeait seulement « intéressants ».

Etiage dans les relations : le soixante-dix-neuvième sommet des deux délégations gouvernementales à Schwerin, le 30 juillet dernier, a manqué d'harmonie et d'aisance. La France était représentée par son nouveau premier ministre, Jean-Pierre Raffarin que la réélection de Chirac avait rendu sûr de lui. On eut beau appeler de ses vœux une relance du couple, il fallut mettre les contentieux entre parenthèses, comme la politique agricole européenne, Paris ne souhaitant pas sortir des subventions d'ici 2006. Or, si l'Europe accueille de nouveaux membres, il faudra bien diversifier ces subventions. La France veut parvenir à un nouvel élan franco-allemand grâce à un second traité de l'Élysée – quaran-

tième commémoration en janvier 2003 – mais Berlin se contente d'attendre des propositions de Chirac. Comment a-t-on pu en arriver là ?

C'est qu'entre les prétentions et la réalité de notre politique étrangère, il y a souvent un abîme. Comme les grandes promesses de l'Allemagne de participer au développement de la Politique européenne de sécurité et de défense communes et à la mise en place du Corps européen de réaction rapide. De même pour les démonstrations de « solidarité inconditionnelle » contre le terrorisme. Certes, la tactique électorale a voulu que Schröder revienne sur ses promesses. Mais il y avait derrière ces annonces le souhait du gouvernement allemand d'être désormais traité en partenaire « normal ». Un souhait d'ailleurs légitime, compte tenu de la tutelle dans laquelle l'Allemagne était jusque là maintenue en matière de sécurité. Seul terrain d'action naguère possible : la construction européenne dans l'enthousiasme.

Or, c'est précisément la coalition rouge-verte qui restaure l'Allemagne dans sa normalité intérieure et extérieure. Ce sont Schröder et Fischer qui sont allés déterrer le concept d'« intérêt national » et lui ont redonné une capacité. Berlin a « historisé » son passé. Il n'y a plus désormais à venir à bout de l'histoire. Les Allemands peuvent désormais participer normalement à des guerres. Ce que démontrent à l'envi les multiples interventions de nos soldats comme au Kosovo, dans l'ex-Timor-Oriental, en Afghanistan, au Koweït ou encore au large des côtes africaines. Schröder mettant jusqu'à une participation allemande au sein d'un corps d'interposition au Moyen-Orient, soit en Israël, sur le tapis. L'État hébreu demeure évidemment seul à pouvoir décerner à l'Allemagne le brevet définitif de normalité qui lui permettra d'agir sans réserves sur la planète.

Les Allemands reprennent-ils pour autant le chemin wilhelminien de l'« Empire inquiet » ? Une question que se pose de plus en plus la classe politique française. On suppose à Paris que Berlin veut redevenir puissance planétaire, une étape étant l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. De fait, Joschka Fischer, bien qu'il ait en permanence les limites librement consenties, l'encadrement européen et le moteur franco-allemand pour l'Europe à la bouche, n'en a pas moins développé, au nom de la « prévention des conflits », une politique planétaire d'intervention. Bien sûr, on préférerait l'Allemagne dans son ancien rôle, comme en témoignait Alfred Grosser lors d'un débat public, le 14 mars 2001, pour le cinquantième anniversaire de la refondation de l'*Auswärtiges Amt* : « la République fédérale était jusqu'ici différente des autres pays. Chaque pays est différent mais l'Allemagne l'est différemment. Puisse-t-elle le rester. Et pour parler de normalisation : mieux vaudrait que les autres empruntent à l'Allemagne sa normalité plutôt que l'inverse ».

Mais la France n'a pas de raisons de succomber à un quelconque alarmisme. Et si elle s'alarme, c'est plutôt dû à une crise d'identité après 1989-1991. Paris

se situait doublement, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans les relations internationales ; d'une part il faisait partie des « Grands », soit des puissances nucléaires avec siège au Conseil de sécurité de l'ONU ; il lui fallait, d'autre part, s'intégrer à l'Europe. Les années 1990 ont été pour elle synonyme d'affaiblissement tant dans le monde que sur le continent européen. Et le 11 septembre a fait le reste, démontrant à tous les pays qu'ils jouent maintenant en deuxième division.

Tous les pays ont compris que les États-Unis pratiquent volontiers le multilatéralisme [...] avec eux-mêmes et n'invitent à participer au *Great Game* que les fidèles d'entre les fidèles dont la France, à coup sûr, n'est pas – elle devra s'y faire – et qui se joignent à eux à leurs conditions. Partenaire sur la planète : les Britanniques. Israël occupant régionalement une fonction identique. Réponse française : une *partnership of equals* où l'Europe serait un pôle mondial au même titre que les États-Unis, les promoteurs de ce multilatéralisme à Pékin, Moscou et Paris remettant en cause la *monopuissance* américaine qu'elles souhaitent en réalité contrecarrer. Mais l'Allemagne a-t-elle intérêt à un encadrement dans ce pôle anti-transatlantique ?

D'abord, la question ne se pose actuellement pas du fait de l'extraordinaire avance des États-Unis en matières d'armement. Une intégration plus poussée de l'Europe mènerait en définitive à la stagnation et à l'immobilisme. Mieux vaut limiter l'intégration supplémentaire à des unités plus petites, dotées de compétences particulières en politique étrangère ou de défense : voilà qui pourrait permettre à des parties du continent de revenir sur le devant de la scène mondiale. Mais peut-être l'exemple de la Grande-Bretagne démontre-t-il que seul l'État-nation a pleine capacité d'action ? Ou bien l'État-nation ne va-t-il plus servir qu'à faire la guerre, l'UE tenant d'organisme collectif de réparation des dommages ou de financier de la reconstruction ? En tout cas : une Europe fédérée ne serait pas dans l'intérêt des Européens. On en reconnaît au demeurant dès aujourd'hui les limites. L'Est ne devrait pas adhérer autrement que sur le mode confédéral, avec des tâches spécifiques. De même, l'ensemble de l'Union européenne devrait être ramené à des fonctions essentielles que les États-nation ne peuvent exécuter.